

1 - Actualité nationale et internationale

Conjoncture outre-mer en 2011

Le Directeur général des instituts a donné une conférence de presse à Paris le 16 mars 2012 sur la « conjoncture outre-mer en 2011 ».

Alors que l'an dernier, lors de cette même conférence de presse, il était possible de dresser un constat global à peu près convergent pour l'ensemble de l'outre-mer, la situation à fin 2011 est beaucoup plus contrastée. On peut tout au plus identifier quelques tendances par zone géographique : les Départements français d'Amérique (DFA) sont la zone la mieux orientée, avec la Guyane dynamique, la Guadeloupe en amélioration et la Martinique un peu en retrait ; dans l'Océan Indien, La Réunion et Mayotte fléchissent nettement en fin d'année, ce mouvement étant, à Mayotte, accentué par les événements sociaux ; les évolutions sont toujours divergentes dans l'Océan Pacifique avec, d'un côté, la Polynésie qui ne se redresse pas et, de l'autre côté, la Nouvelle-Calédonie dont l'activité est encore favorable.

La hausse des prix est généralement contenue et la dégradation du marché du travail se poursuit dans la quasi-totalité des géographies ultramarines, mais à un rythme moindre que les années précédentes.

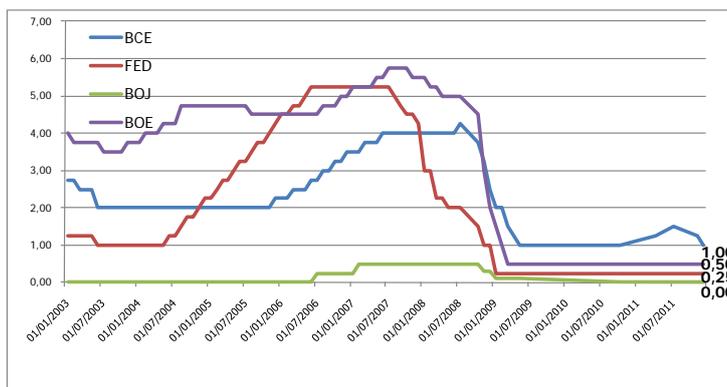
Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Le 4 avril 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les indicateurs tirés d'enquêtes relatives à la croissance économique se sont dans l'ensemble stabilisés à des niveaux faibles au cours des premiers mois de 2012 et une reprise modérée de l'activité est attendue en cours d'année. Les perspectives économiques demeurent soumises à des risques à la baisse. L'inflation devrait rester supérieur à 2 % en 2012, (...) toutefois, à plus long terme, (...) les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées ».

Le Comité monétaire de la Fed a décidé le 13 mars 2012 de maintenir son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0% et 0,25 %. Dans son communiqué, la Fed indique que la croissance de l'économie américaine devrait rester modérée en 2012.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 867 900 fin février 2012, soit une hausse de 0,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 6 200 personnes). Sur un an, il croît de 6,2 % (+6,4 % pour les hommes et +6 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,3 %.

Hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, est de 10,8 % en février 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à janvier. Il était de 10 % en février 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,2 % en février 2012. Il était de 9,5 % en février 2011.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,4 % sur un mois en février 2012 ; sur un an, il croît de 2,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,4 % en glissement annuel.

Légère baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,6 % en mars 2012, en baisse de 0,1 point par rapport à février.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 13 mars 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a par ailleurs annoncé un prêt supplémentaire de 2 000 milliards de yens aux banques pour soutenir la croissance de l'économie japonaise. En février 2012, la production industrielle du Japon a reculé de 1,2 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation et énergie ont augmenté de 0,2 % sur un mois et reculé de 0,6 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 2,3 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,5 %, en baisse de 0,1 point sur un mois.

En février 2012, les exportations ont baissé de 2,7 % sur un an, les importations, pour leur part, ont augmenté de 9,2 %.

L'excédent commercial s'est élevé à 300 millions d'euros.

Recul de l'inflation en Chine

En février 2012, l'indice des prix à la consommation a progressé de 3,2 % sur un an contre 4,5 % en janvier. La valeur ajoutée de la production industrielle a progressé de 11,4 % en janvier et février 2012 en glissement annuel. En février 2012, les exportations chinoises ont augmenté de 18,4 % sur un an et les importations de 39,6 %. Le déficit commercial a atteint 24 milliards d'euros.

Séminaire CEROM

Les partenaires CEROM (AFD, INSEE, IEDOM, IEOM, ISPF, ISEE) se sont retrouvés les 22 et 23 mars 2012 à Libourne pour leur séminaire technique. Cette réunion, qui a lieu tous les deux ans, a rassemblé une quarantaine de participants qui ont échangé sur des thématiques aussi variées que les outils d'analyse de la conjoncture, les comparaisons des comptes rapides et des comptes définitifs ou les déterminants des échanges régionaux. Pour plus de détails www.cerom-outremer.fr

Publications

- 1 - L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2011 : une situation toujours favorable mais une confiance en berne;
- 2 - L'économie de Wallis-et-Futuna en 2011 : une activité toujours bien orientée ;
- 3 - L'économie de la Polynésie française en 2011 : une morosité persistante.

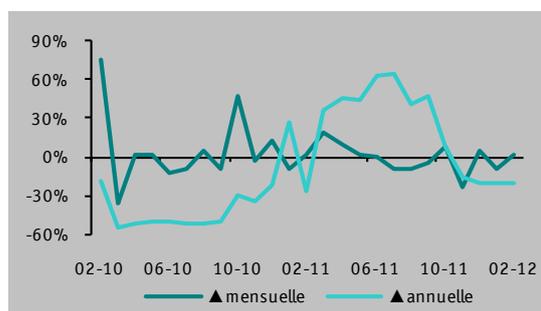
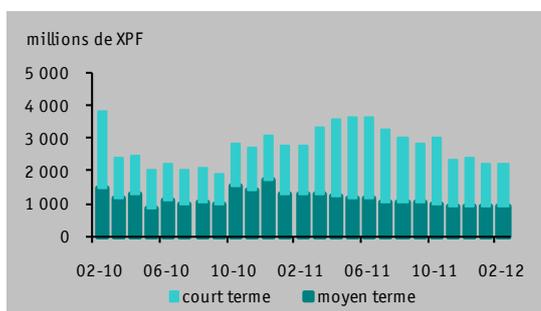
Les notes expresses série « Portrait » n° 60, 61, 62 sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet www.ieom.fr

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement sur le mois de février

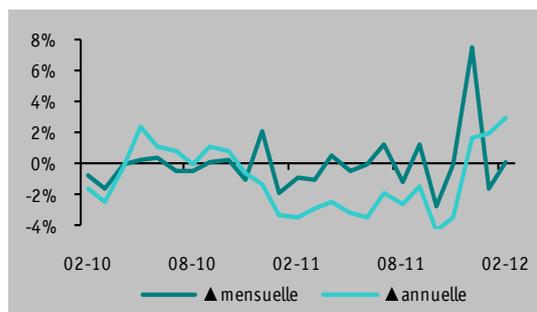
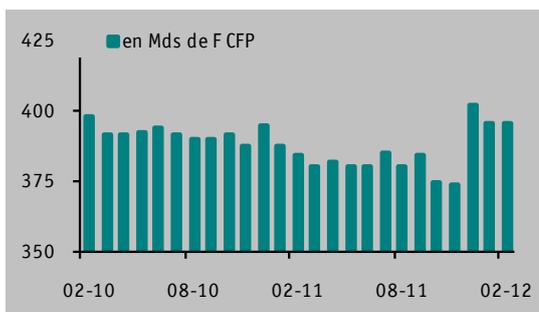
| en millions de F CFP | févr-11 | janv-12 | févr-12 | ▲/mois | ▲/an |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|---------------|
| Utilisations à court terme | 1 493 | 1 287 | 1 318 | 2,4% | -11,7% |
| Utilisations à moyen terme | 1 275 | 876 | 892 | 1,8% | -30,1% |
| Refinancement total | 2 768 | 2 163 | 2 210 | 2,2% | -20,2% |



Masse monétaire

Stabilisation de M3 sur le mois et progression en rythme annuel

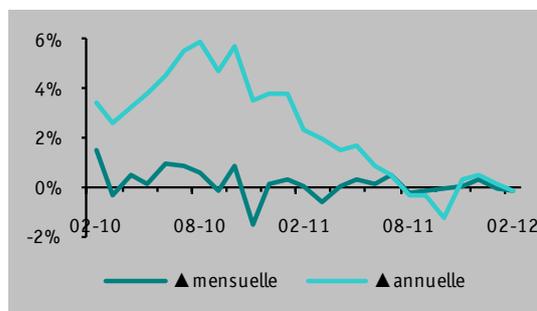
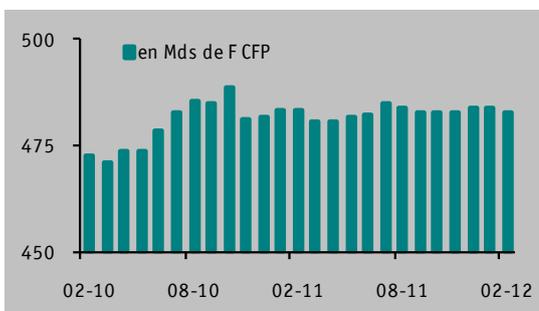
| en millions de F CFP | févr-11 | janv-12 | févr-12 | ▲/mois | ▲/an |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|-------------|-------------|
| Circulation fiduciaire | 14 052 | 14 715 | 14 735 | 0,1% | 4,9% |
| Dépôts à vue | 151 143 | 160 372 | 151 176 | -5,7% | 0,0% |
| Comptes sur livrets | 109 064 | 101 085 | 100 171 | -0,9% | -8,2% |
| Comptes d'épargne logement | 235 | 315 | 323 | 2,4% | 37,3% |
| Dépôts à terme | 105 478 | 109 930 | 125 216 | 13,9% | 18,7% |
| Autres | 3 877 | 8 546 | 3 449 | -59,6% | -11,0% |
| Total M3 | 383 849 | 394 965 | 395 070 | 0,0% | 2,9% |



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours des crédits bancaires

| en millions de F CFP | janv-11 | déc-11 | janv-12 | ▲/mois | ▲/an |
|-----------------------|----------------|----------------|----------------|--------------|-------------|
| Crédits de trésorerie | 136 118 | 131 907 | 129 044 | -2,2% | -5,2% |
| Crédits d'équipement | 60 374 | 64 952 | 64 714 | -0,4% | 7,2% |
| Crédits à l'habitat | 156 082 | 160 675 | 160 910 | 0,1% | 3,1% |
| Autres crédits | 77 361 | 67 817 | 69 929 | 3,1% | -9,6% |
| Créances dout. brutes | 53 323 | 58 756 | 59 057 | 0,5% | 10,8% |
| Total CCB | 483 258 | 484 107 | 483 654 | -0,1% | 0,1% |



Cotation

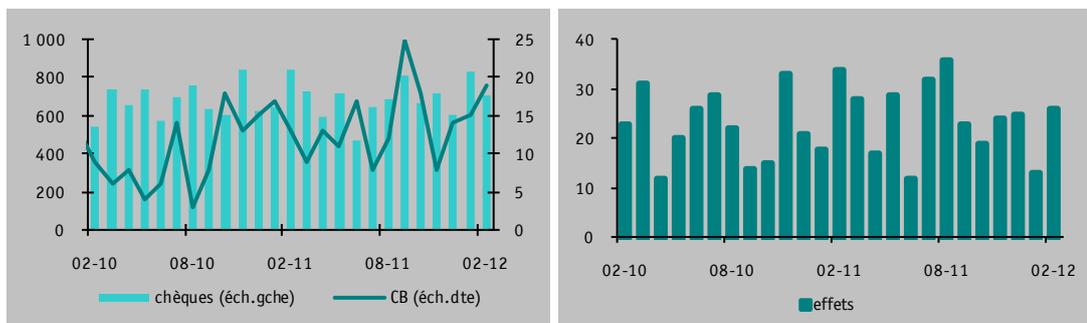
Hausse du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

| en nombre | mars-11 | févr-12 | mars-12 | ▲/mois | ▲/an |
|---|---------|---------|---------|--------|-------|
| Entreprises cotées : | 6 736 | 7 169 | 7 314 | 2,0% | 8,6% |
| dont ent. cotées sur doc. comptable valide | 1 268 | 1 251 | 1 251 | 0,0% | -1,3% |
| Entreprises éligibles au refinancement IEOM | 1 502 | 1 594 | 1 610 | 1,0% | 7,2% |

Incidents de paiement

Progression des retraits de cartes bancaires

| en nombre | févr-11 | janv-12 | févr-12 | ▲/mois | ▲/an |
|---------------------------------|------------|------------|------------|---------------|---------------|
| Incidents de paiements : | 888 | 862 | 754 | -12,5% | -15,1% |
| - sur chèques | 841 | 834 | 709 | -15,0% | -15,7% |
| - sur effets | 34 | 13 | 26 | 100,0% | -23,5% |
| - retraits de cartes bancaires | 13 | 15 | 19 | 26,7% | 46,2% |



Interdits bancaires

Recul des interdits bancaires pour les personnes physiques sur l'année

| en nombre | févr-11 | janv-12 | févr-12 | ▲/mois | ▲/an |
|------------------------------------|---------|---------|---------|--------|-------|
| Interdits bancaires en fin de mois | 3 700 | 3 606 | 3 615 | 0,2% | -2,3% |
| - dont personnes physiques | 3 268 | 3 161 | 3 161 | 0,0% | -3,3% |
| - dont personnes morales | 432 | 445 | 454 | 2,0% | 5,1% |

3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Rapport de la CTC sur la gestion de 2005 à 2010

La Chambre territoriale des comptes (CTC) a diffusé début avril son rapport d'observations définitives sur la gestion des finances du Pays sur la période 2005-2010. Constatant une importante dégradation, elle met en cause le poids de l'administration locale. En effet, les dépenses réelles de fonctionnement, qui représentent quatre fois celles d'investissement, ont crû de 15 % sur la période de référence. Dans le même temps, les recettes réelles de fonctionnement n'ont progressé que de 13,5 %, minorées par la crise économique.

La CTC fustige la croissance des effectifs (+ 9 % entre 2004 et 2010), soulignant que « le format de l'administration apparaît disproportionné et mal adapté aux missions de la collectivité ». Elle dénonce l'insuffisance de l'encadrement et l'empilement de structures souvent à double emploi.

Prêt de Tikiphone en mars

Après deux refus de la Caisse de prévoyance sociale (CPS), le gouvernement a obtenu de Tikiphone, opérateur local de téléphonie mobile et filiale de l'OPT, un prêt de 5 milliards de F CFP. Etalé sur une durée de dix ans, il est assorti d'un taux de 4,40 %. Il permet de financer la section investissement du budget 2012 de la collectivité d'outre-mer.

Protection sociale

Déremboursement des médicaments SMR C

Par arrêté en Conseil des ministres du 28 décembre 2011, il a été décidé que le taux de remboursement des médicaments « dont le service médical rendu est modéré (SMR C) » passerait de 70 % à 30 % à partir du 1^{er} avril 2012. Cette mesure, qui concerne plus de 400 produits, devrait permettre à la CPS d'économiser 140 millions de F CFP sur l'année en cours.

Rétablissement du tiers payant

L'échec des négociations entre la CPS et les médecins libéraux a abouti au non renouvellement de la convention collective permettant le remboursement d'une partie des actes médicaux aux patients.

Dans l'attente d'une solution, les pouvoirs publics ont rétabli, fin mars 2012, le rétablissement à titre transitoire du tiers payant pour les patients en longue maladie, pour les actes onéreux et les actes d'urgence.

Transport maritime

Inauguration de la gare maritime de Papeete

Mi-mars, la gare maritime de Papeete a été inaugurée, après plus de deux années de travaux. L'ouverture au public est intervenue début avril.

L'instauration de la taxe spécifique pour le fonctionnement de la gare a été répercutée sur les passagers, qui ont subi une augmentation du prix des billets de transport de l'ordre de 5 %.

Commerce de détail

Ouverture d'un supermarché au centre de Papeete

Le 2 avril, une moyenne surface, à l'enseigne de Casino, a ouvert ses portes. Située à proximité du marché de Papeete, elle est la troisième structure du groupe en Polynésie française (Arue, Faaa). Un hypermarché doit être inauguré au cours du deuxième trimestre 2012.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : moral des consommateurs

Baisse du moral des consommateurs en avril 2012

En avril, l'indice de confiance des consommateurs recule de 1,6 % par rapport au mois précédent (94,5 contre 96,1 en mars 2012) et s'établit à son plus bas niveau depuis août 2011, bien en deçà de sa moyenne de longue période (101,4). Cette chute provient de la perception des ménages sur leur situation financière qui baisse de 14,4 % sur le mois, à 65,2 (76,2 en mars 2012), tout proche de son plancher de juillet 2008 (crise financière internationale).

Nouvelle-Zélande : croissance économique

PIB en hausse de 0,3 % sur le dernier trimestre 2011

Au 4^e trimestre 2011, le PIB néo-zélandais progresse de 0,3 % (+ 0,7 % au 3^e trimestre), grâce à la contribution des services financiers (+ 1,3 %). L'agriculture enregistre une hausse de 3,5 %, après avoir baissé de 2 % au 3^e trimestre. Quant au secteur restauration-logement-vente au détail, il augmente de 2,2 %, avec les dernières retombées de la coupe du monde de rugby (du 9 septembre au 23 octobre 2011). Sur l'année 2011, le PIB s'accroît de 1,4 % et le revenu disponible brut de 1,9 %.

Prévisions de croissance économique

Le consensus dégagé par le New Zealand Institute of Economic Research (NZIER) à partir des opinions de diverses agences économiques et financières incline en faveur d'une accélération de la croissance pour les années à venir (de + 1,8 % sur l'année finissant en mars 2012 à + 3 % pour 2013 et + 3,2 % pour 2014), en dépit des retards dans la reconstruction post-séismes de Canterbury. Les performances de l'économie et surtout des exportations sont encourageantes. La maîtrise des pressions inflationnistes (prévues à + 2,1 % pour les trois années à venir) devrait permettre le maintien des taux d'intérêt à un bas niveau.

Les indicateurs de référence

| | date | m-12 | m-1 | m | ▲/mois | ▲/an |
|---|----------|---------|---------|---------|---------|------------------------|
| Indicateurs macroéconomiques | | | | | | |
| Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007) | fév.12 | 103,9 | 105,7 | 105,6 | -0,1% | 1,6% |
| Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000) | janv. 12 | 120,6 | 116,8 | 117,8 | 0,9% | -2,3% |
| Commerce extérieur | | | | | | |
| Exportations (en M F CFP) | fév.12 | 1 623 | 410 | 995 | 142,9% | -38,7% |
| Importations (en M F CFP) | fév.12 | 11 286 | 11 825 | 12 574 | 6,3% | 11,4% |
| | | | | | | (source : ISPF) |
| Entreprises | | | | | | |
| Importations de biens d'équipement (M F CFP) | fév.12 | 2 359 | 1 787 | 1 726 | -3,4% | -26,8% |
| Importations de véhicules utilitaires (M F CFP) | fév.12 | 92 | 144 | 61 | -57,9% | -34,1% |
| Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb) | fév.12 | 104 | 93 | 106 | 14,0% | 1,9% |
| Personnes morales en interdiction bancaire (nb) | fév.12 | 432 | 445 | 454 | 2,0% | 5,1% |
| | | | | | | (sources : ISPF, IEOM) |
| Ménages | | | | | | |
| Importations de biens de consommation courante (M CFP) | fév.12 | 1 773 | 1 802 | 1 845 | 2,4% | 4,1% |
| Importations de produits alimentaires (M CFP) | fév.12 | 2 587 | 2 999 | 3 173 | 5,8% | 22,7% |
| Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb) | fév.12 | 225 | 222 | 211 | -5,0% | -6,2% |
| Personnes physiques en interdiction bancaire | fév.12 | 3 268 | 3 161 | 3 161 | 0,0% | -3,3% |
| | | | | | | (sources : ISPF, IEOM) |
| Secteurs | | | | | | |
| Agriculture | | | | | | |
| Exportations de perles brutes (en M F CFP) | fév.12 | 747 | 115 | 572 | 395,2% | -23,5% |
| Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP) | fév.12 | 45 | 61 | 77 | 25,8% | 72,2% |
| BTP | | | | | | |
| Importations de ciment (en M F CFP) | fév.12 | 136 | 18 | 95 | 431,1% | -30,4% |
| Importations de bois transformé (en M F CFP) | fév.12 | 164 | 148 | 173 | 17,1% | 5,7% |
| Industrie | | | | | | |
| Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP) | fév.12 | 29 | 2 | 6 | 260,2% | -79,9% |
| Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP) | fév.12 | 52 | 8 | 40 | 433,8% | -22,3% |
| Tourisme | | | | | | |
| Nombre de touristes | janv.12 | 11 371 | 14 106 | 10 238 | -27,4% | -10,0% |
| Taux d'occupation hôtelière (CPH) | mars.12 | 52,8% | 50,2% | 50,6% | 0,4 pts | -2,3 pts |
| | | | | | | (sources : ISPF, CPH) |
| Indicateurs financiers | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | |
| Ménages | | | | | | |
| Dépôts à vue | fév.12 | 57 832 | 57 510 | 58 006 | 0,9% | 0,3% |
| Comptes sur livret | fév.12 | 102 397 | 95 280 | 94 385 | -0,9% | -7,8% |
| Dépôts à terme | fév.12 | 53 147 | 59 431 | 60 752 | 2,2% | 14,3% |
| Entreprises | | | | | | |
| Dépôts à vue | fév.12 | 78 606 | 75 875 | 73 755 | -2,8% | -6,2% |
| Dépôts à terme | fév.12 | 40 385 | 39 121 | 40 470 | 3,4% | 0,2% |
| Encours bancaires | | | | | | |
| Ménages | | | | | | |
| Crédits de trésorerie | fév.12 | 82 865 | 79 100 | 78 393 | -0,9% | -5,4% |
| Crédits à l'habitat | fév.12 | 133 383 | 139 779 | 140 172 | 0,3% | 5,1% |
| Entreprises | | | | | | |
| Crédits de trésorerie | fév.12 | 50 658 | 47 081 | 46 845 | -0,5% | -7,5% |
| Crédits d'équipement | fév.12 | 51 673 | 56 112 | 55 765 | -0,6% | 7,9% |
| | | | | | | (source : IEOM) |

5 - Les taux

| TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE | | | | | | | | | |
|--|--------------|------------------|---|---|-------------|---|------------|------------------|------------|
| | taux | | date d'effet | | | | | | |
| taux de la facilité de dépôt | 0,25% | | 14/12/2011 | | | | | | |
| taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement | 1,00% | | 14/12/2011 | | | | | | |
| taux de la facilité de prêt marginal | 1,75% | | 14/12/2011 | | | | | | |
| TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER | | | | | | | | | |
| | date d'effet | taux | taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte | | | | | | |
| taux de la facilité de dépôt | 27/05/2010 | 0,25% | 3,75% | | | | | | |
| taux de réescompte des crédits aux entreprises | 23/12/2011 | 1,00% | 5,65% à 6,10% (Taux SGFGAS à partir du 01/03/2012) | | | | | | |
| taux de réescompte des prêts bancaires au logement | 01/08/1996 | 3,00% | | | | | | | |
| taux de la facilité de prêt marginal | 14/12/2011 | 1,75% | | | | | | | |
| taux de l'escompte de chèques | 14/12/2011 | 1,75% | | | | | | | |
| TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE | | | | | | | | | |
| taux d'intérêt en fin de mois | | | | | | | | | |
| | 30/03/2012 | 29/02/2012 | Var. M-1 | fin 12/10 | Var. fin 08 | taux de base bancaire | | | |
| EONIA | 0,3880% | 0,3740% | + 0,014 pt | 0,8170% | - 0,429 pt | taux | | | |
| EURIBOR 1 mois | 0,4190% | 0,5640% | - 0,145 pt | 0,7820% | - 0,363 pt | banques métropolitaines | | | |
| EURIBOR 3 mois | 0,7770% | 0,9830% | - 0,206 pt | 1,0060% | - 0,229 pt | banques locales | | | |
| EURIBOR 6 mois | 1,0780% | 1,2790% | - 0,201 pt | 1,2270% | - 0,149 pt | taux d'intérêt légal | | | |
| EURIBOR 12 mois | 1,4160% | 1,6140% | - 0,198 pt | 1,5070% | - 0,091 pt | année 2012 | | | |
| | | | | | | année 2011 | | | |
| taux d'intérêt en moyenne mensuelle | | | | | | | | | |
| | 30/03/2012 | 29/02/2012 | Var. M-1 | fin 12/10 | Var. fin 08 | Définitions | | | |
| TEMPE | 0,3587% | 0,3662% | - 0,008 pt | 0,4902% | - 0,102 pt | EONIA: Euro OverNight Index Average | | | |
| EURIBOR 1 mois | 0,4690% | 0,6270% | - 0,158 pt | 0,8110% | - 0,342 pt | TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA | | | |
| EURIBOR 3 mois | 0,8600% | 1,0490% | - 0,189 pt | 1,0220% | - 0,162 pt | EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate | | | |
| EURIBOR 6 mois | 1,1166% | 1,3460% | - 0,229 pt | 1,2510% | - 0,134 pt | TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC) | | | |
| EURIBOR 12 mois | 1,5000% | 1,6790% | - 0,179 pt | 1,5260% | - 0,026 pt | TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC) | | | |
| TMO | 3,0700% | 3,2600% | - 0,190 pt | 3,5900% | - 0,520 pt | TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois) | | | |
| TME | 2,8700% | 3,0600% | - 0,190 pt | 3,3900% | - 0,520 pt | | | | |
| TRBOSP | 3,0500% | 3,2500% | - 0,200 pt | 3,6500% | - 0,600 pt | | | | |
| taux des euro-monnaies | | | | | | | | | |
| devise | USD | | | JPY | | | GBP | | |
| date | 30/03/2012 | 29/02/2012 | 31/12/2011 | 30/03/2012 | 29/02/2012 | 31/12/2011 | 30/03/2012 | 29/02/2012 | 31/12/2011 |
| taux JJ | 0,080% | 0,190% | 0,110% | 0,130% | 0,050% | 0,035% | 0,625% | 0,540% | 0,555% |
| 3 mois | 0,350% | 0,370% | 0,680% | 0,315% | 0,250% | 0,140% | 0,620% | 1,100% | 1,100% |
| 10 ans emprunts phares | 2,170% | 1,980% | 1,870% | 1,000% | 0,960% | 0,980% | 2,190% | 2,150% | 1,980% |
| TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2012) | | | | | | | | | |
| Prêts aux particuliers | | seuil de l'usure | | Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires | | | | 14,81% | |
| Prêts immobiliers | | seuil de l'usure | | Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF | | | | 10,93% | |
| Prêts à taux fixe | | 6,32% | | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | | | | seuil de l'usure | |
| Prêts à taux variable | | 5,88% | | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | | | | 8,99% | |
| Prêts-relais | | 6,48% | | Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable | | | | 5,35% | |
| Autres crédits aux particuliers | | | | Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe | | | | 6,37% | |
| Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF | | 20,56% | | Découverts en compte (1) | | | | 13,67% | |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires | | 19,15% | | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans | | | | 6,49% | |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF | | 15,27% | | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | | | | | |
| Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires | | 17,15% | | Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF | | | | 13,27% | |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF | | 13,27% | | Découverts en compte (1) | | | | 13,67% | |
| (1) y compris commission du plus fort découvert | | | | | | | | | |
| TAUX DE CHANGE | | | | | | | | | |
| Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR | | | | | | | | | |
| Dernier cours fin de mois | 1 USD/XPF | 89,3469 | 1 NZD/XPF | 73,4168 | 1 HKD/XPF | 11,5068 | 1 GBP/XPF | 143,1008 | |
| 100 JPY/XPF | 108,9191 | 1 AUD/XPF | 92,9665 | 1 SGD/XPF | 71,1367 | 100 VUV/XPF | 95,6575 | 1 FJD/XPF | 50,3531 |